

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/206061]

17 DECEMBRE 2015. — Décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux et provinciaux (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1222-3. § 1^{er}. Le conseil communal choisit le mode de passation et fixe les conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège communal peut d'initiative exercer les compétences du conseil communal visées à l'alinéa précédent. Sa décision est communiquée au conseil communal qui en prend acte, lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er} au collège communal, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, pour des dépenses relevant du budget ordinaire.

La délégation au directeur général ou à un autre fonctionnaire est limitée aux marchés et concessions d'un montant inférieur à 2.000 euros hors T.V.A.

§ 3. Le conseil communal peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er} au collège communal, pour des dépenses relevant du budget extraordinaire, lorsque la valeur du marché ou de la concession est inférieure à :

1° 15.000 euros hors T.V.A. dans les communes de moins de quinze mille habitants;

2° 30.000 euros hors T.V.A. dans les communes de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 60.000 euros dans les communes de cinquante mille habitants et plus.

§ 4. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés aux paragraphes 2 et 3 ».

Art. 2. L'article L1222-4 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1222-4. § 1^{er}. Le collège communal engage la procédure, attribue le marché public ou la concession de travaux ou de services et assure le suivi de son exécution.

Dans les cas et dans la mesure où la négociation est permise avec les soumissionnaires, le collège communal peut modifier les conditions du marché ou de la concession, avant l'attribution. Il en informe le conseil communal, qui en prend acte, lors de sa plus prochaine séance.

Le collège communal peut apporter au marché public ou à la concession de travaux ou de services toute modification en cours d'exécution.

§ 2. En cas de délégation de compétences du conseil communal au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément à l'article L1222-3, § 2, les compétences du collège communal visées au paragraphe 1^{er} sont exercées par le directeur général ou le fonctionnaire délégué.

§ 3. En cas de délégation de compétences du conseil communal au collège communal, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément à l'article L1222-3, §§ 2 et 3, l'obligation d'information du conseil communal prévue au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, n'est pas applicable. »

Art. 3. Dans le même Code, il est inséré un article L1222-5, rédigé comme suit :

« Art. L1222-5. En cas de délégation de compétences du conseil communal à un fonctionnaire communal autre que le directeur général, conformément à l'article L1222-3, § 2, l'article L1125-10, alinéa 1^{er}, 1^o, est applicable au fonctionnaire délégué. ».

Art. 4. L'article L2222-2 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2222-2. § 1^{er}. Le conseil provincial choisit le mode de passation et fixe les conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services.

En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège provincial peut d'initiative exercer les compétences du conseil provincial visées à l'alinéa précédent. Sa décision est communiquée au conseil provincial qui en prend acte, lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. Le conseil provincial peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er} au collège provincial, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, pour des dépenses relevant du budget ordinaire et dans la limite des crédits inscrits à cet effet.

La délégation au directeur général ou à un autre fonctionnaire est limitée aux marchés dont le montant estimé ne dépasse pas le seuil fixé pour les marchés constatés sur simple facture acceptée.

§ 3. Le conseil provincial peut également déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er} au collège provincial uniquement, pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, dans la limite des crédits inscrits à cet effet, à condition que le montant estimé du marché ne dépasse pas le seuil fixé pour la passation des marchés passés par procédure négociée sans publicité. »

Art. 5. Dans le même Code, il est inséré un article L2222-2bis rédigé comme suit :

« Art. L2222-2bis. § 1^{er}. Le collège provincial engage la procédure, attribue le marché public ou la concession de travaux ou de services et assure le suivi de son exécution.

Dans les cas et dans la mesure où la négociation est permise avec les soumissionnaires, le collège provincial peut modifier les conditions du marché ou de la concession avant l'attribution, à condition que ces modifications ne soient pas substantielles, ne changent pas l'objet du marché ou n'aient pas pour but de contourner la législation sur les marchés publics.

Il en informe le conseil provincial qui en prend acte, lors de sa plus prochaine séance.

Le collège provincial peut apporter au marché public ou à la concession de travaux ou de services toute modification en cours d'exécution en ne dépassant pas les maxima légaux évoqués notamment à l'article 37 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

§ 2. En cas de délégation de compétences du conseil provincial au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément à l'article L2222-2, § 2, les compétences du collège provincial visées au paragraphe 1^{er} sont exercées par le directeur général ou le fonctionnaire délégué.

§ 3. En cas de délégation de compétences du conseil provincial au collège provincial, au directeur général ou à un autre fonctionnaire, conformément à l'article L2222-2, §§ 2 et 3, l'obligation d'information du conseil provincial prévue au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, n'est pas applicable. »

Art. 6. Dans le même Code, il est inséré un article L2222-2ter rédigé comme suit :

« Art. L2222-2ter. En cas de délégation de compétences du conseil provincial à un fonctionnaire provincial autre que le directeur général, conformément à l'article L2222-2, § 2, l'article L2212-78, alinéa 1^{er}, 2^o, est applicable au fonctionnaire délégué ».

Art. 7. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 décembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—————
Note

(1) *Session 2015-2016.*

Documents du Parlement wallon, 333 (2015-2016), n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 décembre 2015.

Rapport oral.

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/206061]

17. DEZEMBER 2015 — Dekret zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung zur Klarstellung der Zuständigkeitsregeln im Bereich der öffentlichen Aufträge der Gemeinden und Provinzen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel L1222-3 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. L1222-3 - § 1 - Der Gemeinderat wählt das Verfahren für die Vergabe der öffentlichen Aufträge und Konzessionen für Arbeiten und Dienstleistungen und legt deren Bedingungen fest.

In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Gemeindekollegium aus eigener Initiative die in dem vorangeführten Absatz erwähnten Zuständigkeiten des Gemeinderates ausüben. Sein Beschluss wird dem Gemeinderat mitgeteilt, der ihn in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 2 - Handelt es sich um Ausgaben des ordentlichen Haushaltsplans, kann der Gemeinderat seine in Paragraph 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Gemeindekollegium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten übertragen.

Die Übertragung auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten ist begrenzt auf die Aufträge und Konzessionen, deren Betrag unter 2.000 EUR ausschl. MwSt. liegt.

§ 3 - Handelt es sich um Ausgaben des außerordentlichen Haushaltsplans, kann der Gemeinderat seine in Paragraph 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Gemeindekollegium übertragen, wenn der Wert des Auftrags oder der Konzession unter den folgenden Beträgen liegt:

1° 15.000 EUR ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als fünfzehntausend Einwohnern;

2° 30.000 EUR ausschl. MwSt. in den Gemeinden mit weniger als neunundvierzigtausendneunhundertneunundneunzig Einwohnern;

3° 60.000 EUR in den Gemeinden von fünfzigtausend Einwohnern und mehr.

§ 4 - Jedes Mal, wenn die Umstände dies rechtfertigen, kann die Regierung kann die in den Paragraphen 2 und 3 angeführten Beträge anpassen“.

Art. 2 - Artikel L1222-4 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. L1222-4 - § 1 - Das Gemeindekollegium leitet das Verfahren ein, vergibt den öffentlichen Auftrag oder die Konzession für Arbeiten oder Dienstleistungen und gewährleistet deren Ausführung.

In den Fällen, in denen die Verhandlung mit den Submittenten erlaubt ist, kann das Gemeindekollegium die Bedingungen des Auftrags oder der Konzession vor der Vergabe abändern. Es informiert den Gemeinderat darüber, der dies in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

Das Gemeindekollegium kann den öffentlichen Auftrag oder die Konzession für Arbeiten oder Dienstleistungen während der Ausführung abändern.

§ 2 - Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Gemeinderat auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß Artikel L1222-3 § 2 werden die in Paragraph 1 angeführten Zuständigkeiten des Gemeindekollegiums durch den Generaldirektor oder den beauftragten Beamten ausgeübt.

§ 3 - Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Gemeinderat auf das Gemeindekollegium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß Artikel L1222-3 §§ 2 und 3 ist die in Paragraph 1 Absatz 2 vorgesehene Pflicht, den Gemeinderat zu informieren, nicht anwendbar.»

Art. 3 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel L1222-5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. L1222-5 - Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Gemeinderat auf einen anderen Beamten der Gemeinde als den Generaldirektor gemäß Artikel L1222-3 § 2 ist Artikel L1125-10 Absatz 1 Ziffer 1 auf den beauftragten Beamten anwendbar.»

Art. 4 - Artikel L2222-2 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. L2222-2 - § 1 - Der Provinzialrat wählt das Verfahren für die Vergabe der öffentlichen Aufträge und Konzessionen für Arbeiten und Dienstleistungen und legt deren Bedingungen fest.

In zwingenden Dringlichkeitsfällen infolge unvorhersehbarer Ereignisse kann das Provinzialkollegium aus eigener Initiative die in dem vorangeführten Absatz erwähnten Zuständigkeiten des Provinzialrates ausüben. Sein Beschluss wird dem Provinzialrat mitgeteilt, der ihn in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

§ 2 - Handelt es sich um Ausgaben des ordentlichen Haushaltsplans und im Rahmen der zu diesem Zweck eingetragenen Mittel, kann der Provinzialrat seine in Paragraph 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Provinzialkollegium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten übertragen.

Die Übertragung der Zuständigkeiten auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten ist auf die Aufträge beschränkt, deren geschätzter Betrag den für die durch eine angenommene, einfache Rechnung zustande gekommenen Aufträge festgelegten Höchstbetrag nicht übersteigt.

§ 3 - Handelt es sich um Ausgaben des außerordentlichen Haushaltsplans und im Rahmen der zu diesem Zweck eingetragenen Mittel, kann der Provinzialrat seine in Paragraph 1 angeführten Zuständigkeiten auf das Provinzialkollegium übertragen, wenn der geschätzte Betrag des Auftrags den für die Vergabe von öffentlichen Aufträgen, die durch ein Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung zu vergeben sind, festgelegten Höchstbetrag nicht übersteigt.

Art. 5 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel L2222-2bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. L2222-2bis - § 1 - Das Provinzialkollegium leitet das Verfahren ein, vergibt den öffentlichen Auftrag oder die Konzession für Arbeiten oder Dienstleistungen und gewährleistet deren Ausführung.

In den Fällen, in denen die Verhandlung mit den Submittenten erlaubt ist, kann das Provinzialkollegium die Bedingungen des Auftrags oder der Konzession vor der Vergabe abändern, unter der Bedingung, dass diese Abänderungen nicht wesentlich sind, den Auftragsgegenstand nicht ändern oder nicht darauf abzielen, die Gesetzgebung über die öffentlichen Aufträge zu umgehen.

Es informiert den Provinzialrat darüber, der dies in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis nimmt.

Das Provinzialkollegium kann den öffentlichen Auftrag oder die Konzession für Arbeiten oder Dienstleistungen während der Ausführung abändern, wobei die unter anderem in Artikel 37 des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2013 zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Ausführung öffentlicher Aufträge und öffentlicher Baukonzessionen festgelegten Höchstbeträge nicht überschritten werden.

§ 2 - Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Provinzialrat auf den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß Artikel L2222-2 § 2 werden die in Paragraph 1 angeführten Zuständigkeiten des Provinzialkollegiums durch den Generaldirektor oder den beauftragten Beamten ausgeübt.

§ 3 - Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Provinzialrat auf das Provinzialkollegium, den Generaldirektor oder jeden anderen Beamten gemäß Artikel L2222-2 §§ 2 und 3 ist die in Paragraph 1 Absatz 2 vorgesehene Pflicht, den Provinzialrat zu informieren, nicht anwendbar.»

Art. 6 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel L2222-2^{ter} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. L2222-2^{ter} - Bei einer Übertragung von Zuständigkeiten von dem Provinzialrat auf einen anderen Beamten der Provinz als den Generaldirektor gemäß Artikel L2222-2 § 2 ist Artikel L2212-78 Absatz 1 Ziffer 2 auf den beauftragten Beamten anwendbar.»

Art. 7 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 17. Dezember 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2015-2016*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 333 (2015-2016), Nrn. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 17. Dezember 2015

Mündlicher Bericht.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/206061]

17 DECEMBER 2015. — **Decreet tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, met het oog op de nadere bepaling van de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke en provinciale overheidsopdrachten** (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel L1222-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt vervangen als volgt :

« Art. L1222-3. § 1. De gemeenteraad kiest de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken en diensten worden geplaatst en stelt de voorwaarden vast.

In gevallen van dringende spoed die voortvloeien uit niet te voorzien omstandigheden, kan het gemeentecollege, op eigen initiatief, de in vorig lid bedoelde bevoegdheden van de gemeenteraad uitoefenen. Zijn besluit wordt medegedeeld aan de gemeenteraad, die er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt.

§ 2. De gemeenteraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, overdragen aan het gemeentecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen.

De overdracht aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar wordt beperkt tot de overheidsopdrachten en de concessies met een bedrag lager dan 2.000 euro, btw inbegrepen.

§ 3. De gemeenteraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, overdragen aan het gemeentecollege voor uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen wanneer de waarde van de overheidsopdracht of de concessie lager is dan :

1° 15.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van minder dan vijftienduizend inwoners;

2° 30.000 euro, btw niet meegerekend, in de gemeenten van vijftienduizend tot negenenveertigduizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 60.000 euro in de gemeenten van vijftigduizend inwoners en meer.

§ 4. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in de paragrafen 2 en 3 aanpassen. »

Art. 2. Artikel L1222-4 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. L1222-4. § 1. Het gemeentecollege stelt de procedure in, gunt de overheidsopdracht of de concessie voor aanneming van werken of diensten en volgt de uitvoering ervan op.

In de gevallen waarin en voor zover de onderhandeling met de inschrijvers toegelaten is, kan het gemeentecollege de voorwaarden van de overheidsopdracht of van de concessie, vóór de gunning, wijzigen. Dit wordt medegedeeld aan de gemeenteraad, die er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt.

Het gemeentecollege kan de overheidsopdracht of de concessie voor aanneming van werken of diensten in de loop van de uitvoering ervan wijzigen.

§ 2. Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar overeenkomstig artikel L1222-3, § 2, worden de bevoegdheden van het gemeentecollege bedoeld in paragraaf 1 uitgeoefend door de directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.

§ 3. Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan het gemeentecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar overeenkomstig artikel L1222-3, §§ 2 en 3, is de verplichting tot mededeling aan de gemeenteraad, bedoeld in paragraaf 1, lid 2, niet van toepassing. »

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1222-5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L1222-5. Bij overdracht van bevoegdheden van de gemeenteraad aan een andere ambtenaar dan de directeur-generaal overeenkomstig artikel L1222-3, § 2, is artikel L1125-10, lid 1, 1°, van toepassing op de gemachtigd ambtenaar. »

Art. 4. Artikel L2222-2 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. L2222-2. § 1. De provincieraad kiest de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken en diensten worden geplaatst en stelt de voorwaarden vast.

In gevallen van dringende spoed die voortvloeien uit niet te voorzien omstandigheden, kan het provinciecollege, op eigen initiatief, de in vorig lid bedoelde bevoegdheden van de provincieraad uitoefenen. Zijn besluit wordt medegedeeld aan de provincieraad, die er tijdens zijn volgende zitting akte van neemt.

§ 2. De provincieraad kan zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, overdragen aan het provinciecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar voor uitgaven die onder de gewone begroting vallen en binnen de perken van de daartoe uitgetrokken kredieten.

De overdracht aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar wordt beperkt tot de overheidsopdrachten waarvan het geraamd bedrag de drempel, vastgesteld voor de overheidsopdrachten vastgesteld op eenvoudige aanvaarde factuur, niet overschrijdt.

§ 3. De provincieraad kan eveneens zijn bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 1, enkel overdragen aan het provinciecollege voor de uitgaven die onder de buitengewone begroting vallen binnen de perken van de daartoe uitgetrokken kredieten op voorwaarde dat het geraamd bedrag van de overheidsopdracht de drempel vastgesteld voor de gunning van de overheidsopdrachten, gegund via onderhandelde procedure zonder bekendmaking, niet overschrijdt. »

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L2222-2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L2222-2bis. § 1. Het provinciecollege stelt de procedure in, gunt de overheidsopdracht of de concessie voor aanneming van werken of diensten en volgt de uitvoering ervan op.

In de gevallen waarin en voor zover de onderhandeling met de inschrijvers toegelaten is, kan het provinciecollege de voorwaarden van de overheidsopdracht of van de concessie, vóór de gunning, wijzigen op voorwaarde dat die wijzigingen niet substantieel zijn, de inhoud van de opdracht niet veranderen of er niet toe strekken de wetgeving over de overheidsopdrachten te omzeilen.

Dit wordt medegedeeld aan de provincieraad, die er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt.

Het provinciecollege kan de overheidsopdracht of de concessie voor aanneming van werken of diensten in de loop van de uitvoering ervan wijzigen, waarbij de wettelijke maxima waarvan onder andere sprake in artikel 37 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken niet overschreden worden.

§ 2. Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar overeenkomstig artikel L2222-2, § 2, worden de bevoegdheden van het provinciecollege bedoeld in paragraaf 1 uitgeoefend door de directeur-generaal of de gemachtigd ambtenaar.

§ 3. Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan het gemeentecollege, aan de directeur-generaal of aan een andere ambtenaar overeenkomstig artikel L2222-2, § 2 en 3, is de verplichting tot mededeling aan de provincieraad, bedoeld in paragraaf 1, lid 2, niet van toepassing. »

Art. 6. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L2222-2ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. L2222-2ter. Bij overdracht van bevoegdheden van de provincieraad aan een andere provincieambtenaar dan de directeur-generaal overeenkomstig artikel L1222-2, § 2, is artikel L2212-78, lid 1, 2^o, van toepassing op de gemachtigd ambtenaar. »

Art. 7. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 december 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

Stukken van het Waals Parlement, 333 (2015-2016), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 17 december 2015.

Mondeling verslag.

Bespreking.

Stemming.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2015/205596]

13 DECEMBER 2015. — Koninklijk besluit houdende vervanging van een lid van de Nationale Arbeidsraad

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 mei 1952 tot inrichting van de Nationale Arbeidsraad, artikel 2, vervangen bij de wet van 30 december 2009 houdende diverse bepalingen, en artikel 5, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 juni 1952 tot bepaling van de modaliteiten van de voordracht van de leden van de Nationale Arbeidsraad, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 maart 2010;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 2010 tot verdeling van de mandaten van de meest representatieve werknemersorganisaties in de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 2014 tot benoeming van de leden van de Nationale Arbeidsraad;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat een lid van deze Raad te vervangen;

Gelet op de voordracht gedaan door een der meest representatieve werknemersorganisaties;

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2015/205596]

13 DECEMBRE 2015. — Arrêté royal portant remplacement d'un membre Conseil national du Travail

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi organique du 29 mai 1952 du Conseil national de Travail, article 2, remplacé par la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions diverses, et article 5, modifié par la loi du 27 juillet 1979;

Vu l'arrêté royal du 24 juin 1952 déterminant les modalités de présentation des membres du Conseil national du Travail, modifié par l'arrêté royal du 4 mars 2010;

Vu l'arrêté royal du 4 mars 2010 établissant la répartition des mandats pour les organisations les plus représentatives des travailleurs au sein du Conseil national du Travail;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 2014 nommant les membres du Conseil national du Travail;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement d'un membre de ce Conseil;

Vu les présentations faites par une des organisations les plus représentatives de travailleurs;